

Ce texte a été lauréat de notre édition 2004 consacrée à l'écriture théâtrale. Il constitue un bon exemple d'écriture, même si le thème était différent (Scène + pour plus de tolérance, plus de justice, plus de solidarité)

## Réunion discrète

Frédérique Demonty, 18 ans

---

Liste des personnages :

- Président : Le Président des États-Unis.
- Secrétaire d'État : Secrétaire d'État des États-Unis.
- Asscroft : Un conseiller du Président.

*Assis autour d'une table quelque part à la Maison Blanche.*

**Président**

Messieurs, je vous ai convoqués ce matin pour que nous mettions au point notre stratégie de défense dans l' « affaire » des prisonniers irakiens malmenés lors des interrogatoires menés en juillet dernier. J'attends vos suggestions !

**Secrétaire d'État**

Nous devons reconnaître les faits, Monsieur le Président. Rappeler la longue tradition d'attachement à loi et à la justice de notre pays, faire remonter au besoin cette tradition jusqu'à la seconde guerre mondiale et au procès de Nuremberg. Et au final, attribuer ces faits regrettables et isolés à quelques « pommes pourries » dont nous débarrasserons volontiers le panier.

**Asscroft**

L'argumentation développée par le Secrétaire d'État est au premier abord excellent, Monsieur le Président. Mais les circonstances exceptionnelles que notre pays connaît depuis trois ans nous permettent, je le crois, de dépasser cette option défensive. L'opinion publique n'est plus celle des années « Vietnam » ou même celle de la première Guerre du Golfe. Les mots *justice* et *tolérance* ont maintenant une consonance différente aux oreilles de nos concitoyens.

**Secrétaire d'État**

Aux oreilles de nos concitoyens, peut-être, conseiller Asscroft, mais nous ne pouvons admettre que la loi soit transgressée. Nous avons reçu délégation pour en assurer le respect.

**Asscroft**

J'entends bien, monsieur le Secrétaire d'État, mais qui vous parle de ne pas respecter la loi ?

**Secrétaire d'État**

Vous n'allez quand même pas me demander de légaliser la torture, Asscroft ! Je crains que même dans le sud du Missouri, je ne puisse trouver une majorité relative pour avaliser votre beau projet. Mais à la réflexion, peut-être dans le nord du Texas ...

**Asscroft**

Monsieur le Président, une telle proposition de loi me paraît également exclue du champ de nos perspectives. Mais notre opinion publique a déjà facilement admis que les prisonniers talibans soient extraits du « champ naturel » de la justice. Guantanamo a rencontré l'adhésion de pans entiers de la société américaine.

**Président**

Oui, Asscroft, il n'y a que nos bons amis Européens pour croire que notre administration est soutenue uniquement par quelques néoconservateurs ultra-religieux. L'exigence de sécurité nationale de nos électeurs est telle qu'ils sont prêts à admettre licites des « techniques d'interrogatoire » appropriées.

**Asscroft**

Appropriées, le mot l'est aussi, Monsieur le Président. Appropriées, ou plutôt conformes aux « valeurs américaines » qu'il nous faut distinguer des « valeurs générales » de l'humanité. Il ne nous sera pas trop difficile de convaincre notre concitoyen moyen que le droit international qui interdit l'usage de la torture est le fruit du travail de beaux esprits sophistiqués et européens des XIXe et XXe siècles. Emmanuel Kant n'était pas confronté au problème du « terrorisme global ».

**Secrétaire d'État**

Asscroft, je suis né dans le Wyoming. Si je ne me promène pas à Washington en Stetson, colts à la ceinture, je ne crois pas correspondre parfaitement à votre définition du « bel esprit européen sophistiqué », mais je refuse d'avoir à gloser un jour avec vous sur la dose acceptable de brutalités physiques ou psychiques jusqu'où il serait licite d'aller sans commettre de torture.

**Asscroft**

Je crois, monsieur le Secrétaire d'État, que vous n'avez pas encore parfaitement appréhendé la situation nouvelle à laquelle nous a amenés à nous confronter le « terrorisme total ». Seuls les « libéraux » les plus doctrinaires peuvent encore nier que si les enjeux sont assez importants, la torture est acceptable. Qui doute de cela, ne devrait pas occuper un poste de responsabilité ! Abraham n'a pas hésité un seul instant lorsque Dieu lui a demandé de sacrifier Isaac.

**Président**

Je vous demanderai de ne pas polluer nos discussions par des attaques personnelles, Asscroft. Il ne s'agit pas ici de juger de la compétence du Secrétaire d'État que j'ai choisi pour diriger la diplomatie de notre pays, mais de trouver des solutions, acceptables à défaut d'être honorables, au problème qui se pose à nous.

**Asscroft**

J'entends bien, Monsieur le Président. Mais devrait-on laisser éclater une guerre nucléaire, si, pour l'éviter, il fallait torturer, ou tuer un innocent ? Je ne le crois pas. Il n'est même pas vrai que l'on devrait laisser des terroristes détruire une ville en utilisant une bombe nucléaire, si l'on pouvait l'éviter en torturant ou en tuant un innocent. Et même si cette

ville votait démocrate à la majorité absolue... Agir pour prévenir des catastrophes de cette importance, justifie à mes yeux que l'on prenne des actions extrêmes.

**Secrétaire d'État**

« Des catastrophes de cette importance » dites-vous, Asscroft. Mais quelle importance, 2500 morts comme au WTC, 300 comme à Oklahoma City, 10 comme la lugubre moyenne des attentats-suicides en Israël, ou de x ou trois ... seulement. Quel sera pour vous le seuil qui devra pour vous faire voler en éclats notre respect des droits de la personne?

**Asscroft**

Je reconnais, Monsieur le secrétaire d'État qu'il est plus difficile à déterminer que celui auquel l'eau qui s'accumule derrière un barrage de montagne peut faire rompre la digue. Mais laisserons-nous la digue se rompre et inonder la vallée?

**Secrétaire d'État**

Je ne crois pas à l'efficacité de la torture, Asscroft. Elle est contre-productive. Les Français l'ont expérimentée à leurs dépens en Algérie : elle renforce les terroristes et a des effets délétères sur ceux qui la pratiquent et sur les institutions des pays auxquels ils appartiennent. Et puis quel signal lancerions-nous aux pays, et ils sont nombreux en Afrique et en Asie, qui sont tentés de l'utiliser de façon systématique.

**Asscroft**

Vous avez raison sur un point au moins, Monsieur le Secrétaire d'État. La torture oblige ceux qui la pratiquent à enfreindre deux lois morales : celle qui interdit de torturer, puis celle qui interdit de mentir. Et si d'aventure, son mensonge est mis à jour, celui qui devra le juger serait, lui aussi, soumis à un dilemme : s'il veut préserver le tabou qui interdit de torturer et de mentir, il devra condamner le tortionnaire. Tout compromis avec cette obligation morale affaiblirait ce tabou. Il est de notre devoir d'épargner à ceux qui acceptent d'abandonner un peu de leurs certitudes morales cette situation d'incertitude. Il nous faut donner un cadre limité et régulé à la torture et la ramener dans la sphère des pratiques légitimes d'un état démocratique.

**Président**

Et que proposez-vous, Asscroft ?

**Asscroft**

Nous devons faire admettre les propositions suivantes, Monsieur le Président. Il est légitime de torturer un terroriste pour sauver des vies. On sait que les services de renseignements autorisés à pratiquer la torture ont tendance à abuser de la liberté qui leur a été octroyée. Un système juridique devra donc encadrer la torture qui ne pourra être donnée que dans la transparence pour obtenir des renseignements.

**Président**

Nous en reparlerons, Asscroft.

**Secrétaire d'État**

Sans moi, je le crains, Monsieur le Président.

**Asscroft**

Il ne faut jamais dire jamais, Monsieur le Secrétaire d'État.